

# Pour une stratégie des luttes ouvrières

par A. DUPARC

Nous constatons le mois dernier (« Vérité des Travailleurs », n° 100, décembre 1959) qu'une des difficultés majeures au développement de l'action revendicative résidait surtout dans le manque d'une stratégie des luttes. Encore une fois, il s'agit avant tout des perspectives des luttes actuelles, du but qu'elles peuvent raisonnablement se fixer.

Ce n'est pas une question abstraite, bien au contraire. Elle se retrouve inévitablement posée dans toutes les discussions entre ouvriers chaque fois qu'un mouvement a lieu. Les interventions de la Fédération de la Métallurgie (« Lettre à un métallurgiste »), de l'U.D.-C.G.T. (« A propos de l'unité et de la tactique des luttes ») auxquelles nous faisons allusion dans notre dernier journal en sont la démonstration. Ce ne sont pas les premières. Déjà, en juin 1959, lors de la grève de la S.N.C.F... qui n'eut pas lieu, on distribua à la porte des usines le tract de la Fédération C.G.T. des cheminots pour donner des « explications » à ce recul et rejeter les responsabilités sur les autres organisations syndicales.

Aux militants qui se creusent la tête pour savoir comment s'y prendre et ne voient comme perspective que le « Tous ensemble » pour faire céder les patrons, la « Lettre à un métallurgiste » préconise « de multiples actions et débrayages comme à Saint-Nazaire en 1955 », cette méthode étant encore considérée comme « bonne, car elle repose sur les possibilités de luttes particulières, pour les revendications particulières dans chaque usine ».

Le bulletin de l'U.D.-C.G.T. va plus loin et motive à propos de l'action des employés de banque, les raisons d'une telle tactique en conseillant « de REVENIR à la tactique des luttes partielles et limitées en raison du fait que le gouvernement est de pouvoir personnel, que le Parlement n'existe pratiquement plus et que le pouvoir ne recule pas ».

Nul ne peut contester que la situation, aujourd'hui, s'est modifiée considérablement par rapport à la période qui s'étend de la Libération au 13 mai 1958. La grève des P.T.T. en 1946, la grève Renault d'avril 1947, les grèves de novembre-décembre de la même année, la grève des mineurs en 1948, les 4 millions de grévistes d'août 1953, l'explosion de Nantes-Saint-Nazaire en 1955... et aussi la résistance à la guerre d'Algérie de 1956 illustrée par les mouvements assez extraordinaires des rappelés, TOUTES LES LUTTES tendaient vers la généralisation, débouchaient sur une question politique : la lutte pour le pouvoir. Dans cette période, quel qu'en soit le départ, OFFENSIF OU DEFENSIF, les luttes, par toute leur ampleur, aboutissaient à mettre en cause le régime, et fondamentalement l'exploitation capitaliste.

La « dénonciation » de la grève générale, le refus d'y recourir dans toutes ces circonstances par la direction du mouvement ouvrier, sont la démonstration la plus évidente que le P.C.F. et la C.G.T., conscients du rapport de forces et du contexte de ces luttes, refusaient d'engager les masses dans la voie de la lutte pour le pouvoir. Ils se contentaient de « faire pression », de faire reculer le pouvoir bourgeois. Le bulletin de l'U.D. est instructif, à cet égard. Il témoigne que les directions du P.C.F. et de la C.G.T. se situent au niveau des possibilités de concession des patrons, au gré des disparités économiques, selon les secteurs industriels et régions géographiques, en écartant TOUT ce qui mettrait en

cause, à l'échelon national, les intérêts globaux des capitalistes.

Encore une fois, la seule véritable « révolution » du 13 mai 1958 : c'est le renversement du rapport des forces POLITIQUES en faveur de la bourgeoisie. C'est celle-ci qui, depuis lors, a l'initiative et mène l'offensive sur tous les plans. L'abaissement du niveau de vie des masses est allé de pair avec l'assainissement financier et le renforcement du grand capital.

C'est la raison pour laquelle, depuis FIVES-LILLE-CAIL et les chantiers navals, la dominante de toutes les grèves, c'est leur caractère défensif (contre le chômage, contre l'augmentation des cadences de travail, pour le MAINTIEN du niveau de vie, contre les sanctions et la répression, pour le maintien des avantages acquis remis en question, les libertés syndicales, etc.).

La compétition inter-capitaliste, la nouvelle ambition du grand capital français, son arrogance toute neuve POUSSERONT INEVITABLEMENT LES MASSES A LA RESISTANCE. Les luttes ouvrières sont et seront non seulement possibles, mais NECESSAIRES et INDISPENSABLES, si l'on veut arrêter et l'offensive du capitalisme et la démoralisation de la classe ouvrière.

Si l'on veut évoquer la situation en TERMES MILITAIRES, disons qu'à la guerre, APRES UNE DEFAITE (quand le front est percé ou que l'armée est en déroute), il importe en premier lieu de RETROUVER UNE LIGNE DE DEFENSE, de REGROUPER L'ARMEE, de RECUPERER des FORCES.

Tout le monde ne fuit pas ; cela peut même impliquer l'engagement de troupes fraîches afin de retarder l'avance de l'ennemi. De grandes batailles peuvent avoir lieu. Elles ont pour but de permettre de tenir la nouvelle ligne de défense CHOISIE, d'annihiler la panique, de stabiliser la situation. Cette opération délicate de la défensive doit ensuite permettre à l'ETAT-MAJOR de fixer à nouveau les OBJECTIFS de la CONTRE-OFFENSIVE.

Dans le domaine syndical, compte tenu de la phase défensive où se trouve à présent le mouvement ouvrier, cela limite l'action ouvrière, dans les grandes luttes revendicatives, économiques, à celles qui sont le plus à portée de la classe. Ce programme défensif de cette période, pour être mené à bien, doit également se situer dans le cadre d'une stratégie d'ensemble, POUR LA CONTRE-OFFENSIVE ultérieure. Ce devrait être la tâche de l'armée du prolétariat. Sa carence principale réside dans son absence de programme immédiat, transitoire, dans son manque absolu de perspective.

\*\*\*

Les trois derniers mois surtout ont vu se dérouler un grand nombre de petites luttes, principalement favorisées le plus souvent par un plein emploi et par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et très qualifiée. C'est le cas plus particulièrement de la Thomson dont l'action menée relativement bien doit beaucoup à la conviction des travailleurs que le patron ne peut pas totalement les remplacer, et dans une